

ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE BURUNDAISE

Bujumbura le 11/3/2019

T.C.P I à:

- S.E Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies
- S.E Abdel Fatah Al SISSI Président de la République d'Egypte et Président en exercice de l'Union Africaine ;
- S.E Paul KAGAME, Président de la République du Rwanda et Président du Sommet des Chefs d'Etats de la Communauté Est Africaine(EAC) ;
- S.E Yoweri KAGUTA MUSEVENI, Président de la République de l'Ouganda, médiateur dans le conflit burundais ;
- S.E John Pombe MAGUFULI, Président de la République Unie de Tanzanie ;
- S.E UHURU Kenyatta, Président de la République du Kenya ;
- S.E Salva Kiir **MAYARDIT** Président de la République du Soudan du Sud ;
- S.E Michel KAFANDO, Représentant du Secrétaire général des Nations unies au Burundi.

A Monsieur Moussa Faki Mahamat,

Président de la Commission de l'Union Africaine

A Addis Abeba, Ethiopie

Objet : Urgente nécessité d'une relève de la communauté Est Africaine dans l'organisation du dialogue inter burundais actuellement au point mort.

Monsieur le Président,

Les organisations de la société civile indépendante, signataires de la présente, qui luttent pour la justice, le rétablissement de la légalité constitutionnelle et l'Etat de droit au Burundi ont

l'insigne honneur de s'adresser à votre bienveillante personnalité pour requérir la relève de la communauté Est Africaine dans l'organisation du dialogue inter Burundais qui est au point mort alors qu'il constitue un préalable ou une condition *sine qua non* à l'organisation des élections crédibles et transparentes susceptibles de remettre le pays sur les rails de la paix, de la justice et de la démocratie.

En effet, Monsieur le Président, depuis avril 2015, le Burundi traverse une crise grave dont l'origine se trouve être le troisième mandat illégal du Président NKURUNZIZA qui a violé la Constitution et l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi du 28 août 2000. Depuis le début des manifestations pacifiques contre ce troisième mandat de la discorde qui ont été réprimées dans le sang, de milliers de burundais ont été assassinés, torturés, portés disparus, des femmes et filles violées. Des milliers d'innocents croupissent encore en prison en raison de leurs opinions au moment où un demi-million de burundais se trouve en exil dans différents pays de la sous-région et du monde. Pour tenter de mettre un terme à cette crise et sortir le pays de l'impasse, le sommet des chefs d'Etat de la communauté Est Africaine avait désigné le Président Yoweri Kaguta MUSEVENI Président de l'Ouganda comme médiateur dans ce conflit en juillet 2015 tandis que l'ancien Président Tanzanien William Mkapa avait été assigné la mission de facilitateur par le même Sommet en mars 2016.

Depuis lors, des séances de consultations ont été organisées dans une lenteur affligeante au regard du contexte sans qu'un véritable dialogue ne puisse avoir lieu. La raison est notamment le sabotage opéré par le Gouvernement du Burundi à travers son refus de s'asseoir sur une même table de négociations avec l'opposition politique et la société civile comme cela ressort du rapport du facilitateur dans ce conflit. Il a finalement rendu son tablier après l'échec des pourparlers constaté après le cinquième round des négociations actuellement au point mort.

Dans son rapport final adressé au sommet des chefs d'Etat de la communauté Est africaine et où il a notifié sa démission, le Facilitateur a justifié son échec par l'absence d'un soutien significatif de la part des chefs d'Etats de la région qui seraient divisés sur la question. Depuis la démission du facilitateur voici bientôt six mois, nous constatons avec regret que rien ne filtre autour des prochaines étapes dudit dialogue qui constitue pourtant un préalable indispensable à l'organisation des élections libres et transparentes théoriquement prévue en 2020.

Face à ce mutisme de la communauté Est Africaine qui n'est pas parvenue à résoudre le conflit Burundais par un dialogue inclusif, des crimes contre l'humanité continuent à être commis dans notre pays par les agents du pouvoir et la milice Imbonerakure comme en témoigne le récent rapport de la Commission Internationale d'enquête sur le Burundi. Des discours de la haine sont distillés à longueur de journée par les caciques du pouvoir qui font délibérément planer la terreur et la crainte du pire à tout moment. Bien plus, l'espace politique reste verrouillé, les militants des partis de l'opposition sont traqués, arrêtés ou tués, des cadavres sont découverts presque quotidiennement dans les lacs, rivières et forêts burundais. Après la destruction et l'incendie des médias indépendants et la radiation des associations de la société civile qui ont

été dans le passé les porte-flambeaux dans la lutte pour la liberté d'expression, la démocratie et les libertés publiques, le régime en place ne cesse de créer une diversion en développant une communication mensongère sur les réalités des droits humains au Burundi

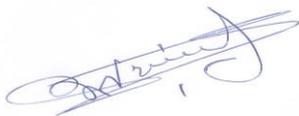
Après le retrait du Burundi du statut de Rome portant création de la Cour Pénale internationale et le refus de coopération avec la Commission internationale d'enquête sur le Burundi, la liberté d'association et d'expression ne sont plus respectées. Le pouvoir continue son isolement et une fuite en avant qui se matérialisent pas la fermeture du Bureau des Nations Unies aux droits de l'homme et la nomination d'une nouvelle équipe de la commission nationale électorale essentiellement constituée par des militants du parti au pouvoir qui sont connus pour leur zèle et leur manque de tolérance politique. Il importe de souligner qu'un processus électoral piloté par une équipe partisane dans un pays quadrillé par une milice risque de déboucher sur une crise plus profonde qui pourrait être évitée si les partenaires s'investissent à temps en obligeant les parties au conflit à s'asseoir ensemble au tour d'une table de négociations.

Ainsi, nous référant aux différentes résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et aux différentes décisions de l'Union Africaine qui ont toujours souligné qu'un dialogue sincère et inclusif reste la seule voie de sortie de crise pour le Burundi, et tenant compte de la pauvreté extrême de la population qui est accentuée par des cotisations forcées collectées indéfiniment par le parti au pouvoir, nous vous saurions grandement gré de constater l'échec des négociations pilotées par la communauté Est africaine qui vient de piétiner pendant quatre ans sans produire de résultat. Nous interpellons l'Union Africaine en collaboration avec les Nations unies de prendre les rênes de ce dialogue pour prévenir que le désespoir ne conduise vers des voies de résolution des conflits non désirées par la société burundaise et qui ne sont plus par ailleurs à l'honneur de nos jours en raison des conséquences fâcheuses qu'elle pourraient engendrer pour le pays et la région.

En attendant une suite diligente que vous voudrez bien réserver à la présente, veuillez agréer, Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine, l'expression de notre considération très distinguée.

Pour les organisations signataires

Me Vital Nshimirimana



Délégué Général du FORSC

Annexe : Les organisations Signataires :

1. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture(ACAT-Burundi)
2. Association Burundaise pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues(APRODH)
3. Association des Journalistes Burundais en Exil(AJBE)
4. Coalition Burundaise pour la CPI (CB-CPI)
5. Coalition burundaise des défenseurs des droits de l'homme(CBBDH)
6. Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME)
7. Collectif des Avocats des Victimes des crimes de droit international commis au Burundi (CAVIB) ;
8. Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE)
9. Forum pour le Renforcement de la Société civile (FORSC)
10. Groupe de Recherche et d'Appui au Développement des Initiatives Démocratiques (GRADIS)
11. Ligue ITEKA
12. Réseau des Citoyens Probes (RCP)
13. SOS-Torture
14. Union Burundaise des Journalistes (UBJ)